**Crise économique et financière : quelle contribution possible des monnaies locales ?**

**QU’EST-CE QU’UNE CRISE ECONOMIQUE ET FINANCIERE ?**

Toute crise économique et financière se traduit par le couple maudit d’une raréfaction financière et d’une chute du niveau de production- échange-consommation ; l’un induit l’autre, peu importe lequel des deux aura commencé.

Avec une crise sanitaire, c’est forcément la récession en matière de production/consommation, suite au confinement et à la concentration des efforts et moyens financiers sur le secteur de la santé qui apparaitra en premier. Précisons que le secteur de la santé ne produit pas les biens et services généraux « de vie », mais produit notre « survie ».

La différence essentielle entre moins de monnaie en circulation et moins de biens et services, c’est que nous sommes capables de créer autant de monnaie que nous voulons, notamment par le crédit-dette crée par les banques privées (90 % du total) et par l’émission de monnaie banque centrale (billets et pièces, les 10 % restant), alors que c’est plus compliqué pour la production de biens et services. En effet, cela suppose une activité économique complète (machines- hommes- énergie, matières premières,) avec nombre de déplacements locaux, nationaux, internationaux d’hommes et de marchandises.

Les déclenchements de crise financière et monétaire se ressemblent tous, plus ou moins.

**La monnaie devenant rare**, soit parce que les acteurs monétaires (banques, banques centrales) en créent trop peu, soit parce que ceux qui en ont accumulés (encore les banques, mais aussi tous les investisseurs, fonds de pension, épargnants, même petits) ont peur d’en perdre en les faisant circuler, en les prêtant : peur de l’inflation, du non-remboursement ;

Et/ou

**Les biens et services devenant rares,** pour des causes multiples : guerre, guerre commerciale, crise sanitaire, pic du pétrole et autres énergies fossiles dépassé, pollution des sols agricoles, etc… c’est une chute drastique de la production.

Traitons d’abord rapidement ce second cas, **la chute de la production**, privant la population de tout.

Il devient alors nécessaire d’organiser une vraie « économie de guerre », comme en 14-18 ou en 39-45, une économie administrée par le triumvirat politiques/militaires/entreprises, avec moultes décrets et lois de circonstance. Et de plus, retour aux frontières nationales (on le voit avec le Covid-19), autoproduction et autoconsommation ( vive les jardins partagés en ville !) mais aussi risque de nationalisme et de repli sur soi.

Pour le premier cas, **la raréfaction monétaire ou « crédit crunch »**, qu’il s’agisse de liquidités ou de prêts, la solution est là aussi, peu ou prou, toujours la même. Banques privées et épargnants devenant extrêmement frileux, on fait appel aux Banques centrales et aux Etats, qui vont injecter des liquidités monétaires dans les économies : les 45 milliards de E. Macron ( soit + 50% de déficit annuel habituel de l’Etat ), les 750 milliards de la BCE, les 150 milliards / jour de la FED.

Mais tout est dans la manière d’injecter cet argent :

En 2008, comme toutes ces dernières années, les mécanismes sont les suivants : baisse des taux d’intérêt, achats d’actifs aux banques (= rachat de créances que celles-ci ont accordé à l’économie, appelé aussi « quantitativ easing ») voire prêts accordés aux banques et garantis par les Etats. Dans ce cas, une grande partie de cette argent profite surtout à ceux qui en manipulaient déjà beaucoup avant la crise, y compris à des fins spéculatives, même s’il ne faut pas oublier la baisse des taux d’intérêt également profitable à tous les emprunteurs, même les plus petits.

Avec ce qui apparait comme une inégalité suprême, toutes ces nouvelles dettes des Etats seront, in fine, remboursées par l’ensemble des contribuables, en particulier ceux qui n’ont aucunement pas la possibilité de faire de « l’optimisation fiscale » légale, sans même parler des détournements illégaux vers les paradis fiscaux. En somme, ce sont les ménages et les entreprises, la classe moyenne, qui paient les pots cassés par les soubresauts inhérents à l’économie de marché. Même s’il faut bien admettre que le mêmes ont vu leur niveau de vie et leur niveau de santé ( longévité) s’accroitre depuis 3 siècles ; les plus riches eux, l’étaient déjà, parfois de manière encore plus ostentatoire, et le deviennent de plus en plus en ces temps de déréglementation étatique et politique ou de fragilisation des lois sociales.

La question centrale qui se pose à nouveau, avec la crise sanitaire présente et la crise économique et financière en embuscade : comme va t’on, cette fois ci, relancer la machine ? **De quelle façon va-t-on injecter toute la monnaie nécessaire d’ici quelques semaines,** lorsque les caisses et le comptes seront vides ?

Des économistes avancent l’idée de la « monnaie  hélicoptère » ( cf Milton Friedman aux USA ou Jézabel Couppy-Soubeyran en France), de quoi s’agit -il ?

L’image correspond à un hélicoptère qui larguerait des liasses d’€ sur les citoyens confinés sur leurs balcons. En effet, les banques centrales ont la possibilité de créer de la monnaie ex nihilo ( la fameuse planche à billets), elles l’ont largement fait jusqu’à présent, à chaque crise, mais il s’agirait là de changer de mécanisme : au lieu de crée de la dette sur tous les contribuables, **elles peuvent créer de la dette sur elles-mêmes,** qu’elle donnerait en masse à tous les agents économiques, producteurs/consommateurs afin qu’à travers leurs achats et dépenses, ils fassent redémarrer le cycle de production et de consommation de biens et services, la fameuse « monnaie hélicoptère ». En langage financier, tout se passe comme si on inscrivait à l’actif de la BCE, une sorte de prêt « perpétuel » à répartir entre tout le monde, pour un montant fixé en concertation avec les Etats. Des calculs ont estimé que cela représenterait 1 300 €/habitant de la zone € en une fois ou 140 €/mois sur 10 mois, cela avec une option de calcul particulière qui est de distribuer toutes les réserves de la BCE , soit 444 milliards d’€. Quelques difficultés devraient être surmontées, cf les articles ci-dessous pour plus de précision.

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/04/de-quoi-faire-decoller-christine-lagarde_6024766_3232.html>

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/politiques-economiques/theories-economiques/politique-monetaire/monnaie-helicoptere/>

Mais, la difficulté principale n’est pas technique ou financière mais politique, il faut de se mettre d’accord à 19 Etats européens et changer les traités en vigueur !

**ET QUEL PEUT ETRE LE ROLE DES MONNAIES LOCALES, complémentaires et citoyennes (MLCC) ?**

C’est à partir du mécanisme de la monnaie hélicoptère qu’il faut envisager le rôle que pourraient jouer des monnaies locales.

Les monnaies locales sont conçues, imprimées, sécurisées, mises en circulation par des collectifs de citoyens (association loi 1901). La loi du 31 /07/2017 leur impose une mise en circulation en échange d’un équivalent en €, ces € devant être déposés sur un fonds de garantie (compte en banque de type livret d’épargne).

De ce fait, tout création de monnaie locale entraine de facto une augmentation (un doublement, mais une petite quantité au vu de l’importance actuelle des MLCC, environ 4-5 Millions équivalent €) de la monnaie en circulation ; elle double la quantité d’€ changés en MLCC.

On peut donc imaginer, en vue de surmonter une crise, qu’une monnaie locale serve à injecter du pouvoir d’achat dans une communauté d’adhérents, avec la distribution gratuite d’une certaine quantité de monnaie locale. Cela contrevient au cadre légal (non directement à la loi mais à l’ACPR ( Autorité de Contrôle Prudentiel) qui a décrété le principe du fonds de garanti).

Ces sommes ainsi mises à la disposition des consommateurs et des producteurs vont permettre de maintenir les échanges économiques à flot pour les produits locaux et éco-responsables et ainsi faciliter une sortie de crise ; « éco-responsables » parce que les monnaies locales inscrivent cela dans leur cahier des charges, par souci de contribuer à l’avènement d’une économie durable et résiliente, et de fait, également pour respecter le cadre légal : une monnaie locale ne devant servir qu’à échanger une catégorie limitée d produits et services.

Il est à souligner, que dans le cas de ce mécanisme de crise, les professionnels qui prennent la monnaie locale devraient accepter, même pour une durée limitée, de ne plus pouvoir reconvertir leurs recettes en monnaie locale contre des €, ce qui est la façon habituelle de fluidifier et d’étendre un réseau en monnaie locale, tant qu’il n’est pas assez dense et complet en termes de filières d’approvisionnement.

Montpellier, le 1/04/2020,

Gérard Straumann, La Graine, MLCC de Montpellier et de l’Hérault.